



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Madame Florence Parly,
ministre des Armées**

14th European Space Conference

Paris, le 25 janvier 2022

– Seul le prononcé fait foi –

Chers collègues,

C'est un plaisir de participer à cette conférence spatiale de l'Union européenne, tout particulièrement cette année, car les questions de sécurité et de défense y sont mises à l'honneur.

L'espace est au cœur des priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne dans le domaine de la défense. Et pour commencer j'aimerais donc répondre à une question simple : pourquoi faire du spatial militaire une de nos priorités ? Il y a deux raisons à cela :

- 1. La première, c'est que l'espace exo-atmosphérique est essentiel à notre quotidien.** Un smartphone fait appel chaque jour à des dizaines de satellites, selon les applications sollicitées. Et je ne parle pas du quotidien de nos soldats. Communiquer, observer ou se géolocaliser par satellite, ce sont des actions indispensables à la conduite des opérations militaires.
- 2. La deuxième raison découle en quelque sorte de la première : l'espace devient un lieu de compétition stratégique.** Dans ce domaine, nos compétiteurs stratégiques renforcent leurs capacités militaires : en 2021, la Chine a réalisé en moyenne un lancement par semaine. Maîtriser l'espace, c'est avoir un avantage opérationnel décisif, c'est aussi pouvoir garantir à tous l'accès à des services du quotidien.

Or, nous observons récemment un accroissement des tensions dans l'espace, qui se traduit par des comportements basés sur l'ambiguïté, l'intimidation ou la déstabilisation visant à restreindre, voire interdire, l'accès et l'usage de l'espace extra-atmosphérique. Nous faisons de plus en plus face à des comportements irresponsables et menaçants, comme l'a montré le tir antisatellite russe effectué le 15 novembre dernier. Ces actions soulèvent des problèmes d'autant plus importants qu'ils ne correspondent pas aux discours de ceux qui en sont à l'origine.

Quant à notre discours, il est clair : la France et l'Europe sont fermement opposés aux « saccageurs de l'espace ». Nous sommes pour une utilisation pacifique et responsable de l'espace, dans le respect du droit international. L'Union européenne doit se donner les moyens de préserver ses intérêts et doit s'opposer à ceux qui tentent d'imposer leur volonté.

Pour y parvenir, la lucidité et la fermeté sont nos meilleures alliées. Céder à la naïveté, cela revient à nous tirer une balle dans le pied, tout simplement. Et je le dis en pensant à l'activisme insistant de la Chine et de la Russie sur le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Concrètement, c'est un traité qui aurait des conséquences juridiques contraignantes concernant la militarisation de l'espace. Mais contraignantes pour qui ? Pour ceux qui respectent le droit international, c'est-à-dire pour nous, mais certainement pas pour nos compétiteurs stratégiques, si enclins à imposer des règles dont ils s'affranchiraient sans hésitation.

Les conflits sont asymétriques, c'est un fait du XXI^e siècle, mais nous n'avons pas besoin de créer nous-mêmes de nouvelles asymétries et de nous-mêmes nous handicaper. C'est pourquoi nous avons coparrainé l'initiative britannique de résolution visant à définir et favoriser des « comportements responsables de l'espace ». Cette initiative a été largement adoptée : c'est bien la preuve que nous pouvons agir.

Et nous devons aller plus loin. Ainsi, dans le sillage de la Boussole stratégique, nous appelons à l'élaboration d'une stratégie de défense spatiale européenne, qui complètera la stratégie globale de 2016. Il y a deux semaines, lors de la ministérielle UE à Brest, nous nous sommes

engagés à faire aboutir cette stratégie d'ici 2023. Et je veux redire ici la pleine implication de la présidence française pour que ce travail essentiel progresse rapidement.

Pour renforcer notre maîtrise de l'espace et améliorer notre résilience en cas de crise, je crois que nous avons trois priorités à satisfaire :

- 1. Sur le plan diplomatique**, tout d'abord, nous devons renforcer nos coopérations, que ce soit au sein de l'Union ou avec l'OTAN. Les Etats-Unis sont évidemment un allié naturel et essentiel sur ce sujet, dont nous avons aussi beaucoup à apprendre. La France travaillera au renforcement des liens entre l'Union européenne et l'OTAN, nous accueillerons d'ailleurs bientôt à Toulouse le centre d'excellence spatiale de l'OTAN.
- 2. Sur le plan capacitaire**, nous devons développer des moyens autonomes dans le domaine de la surveillance de l'espace et de l'accès à l'espace et rester dans la course des constellations de connectivité ; c'est une fierté de savoir qu'aujourd'hui, plusieurs projets de l'Union européenne y travaillent.
- 3. Enfin, sur le plan opérationnel**, nous devons être prêts à agir en cas de crise et prêts à agir ensemble.

Et ce sera tout l'objectif de l'exercice AsterX 2022 en mars à Toulouse qui sera mené en coopération avec les Européens, notamment avec les centres de surveillance spatiaux allemand et italien, et la « Task Force Espace » du Service Européen pour l'Action Extérieure. Des participants américains, allemands et italiens, ainsi que des observateurs de pays européens, anglo-saxons, ou de la zone Indopacifique ont été invités pour toute la durée de l'exercice.

J'ai invité le haut représentant Josep Borell, le commissaire Thierry Breton et le secrétaire général délégué de l'OTAN Mircea Geoana, à participer à la journée de restitution de cet exercice qui, j'en suis sûre, viendra nourrir nos réflexions pour la future stratégie spatiale de défense et de sécurité de l'Union Européenne.

Nous avons une volonté commune de faire valoir les droits européens et de défendre nos valeurs dans l'espace. Soyez certains que la France y emploiera toute son énergie. Je vous remercie.